



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 22 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HERVÉ

Route d'Ancenis
44670 Juigné-Des-Moutiers

Références : 2024-360_INSP_RAP_AS_HERVE Chenillé
Code AIOT : 0006300211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement HERVÉ implanté LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 Chenillé-Champteussé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HERVÉ
- LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 Chenillé-Champteussé
- Code AIOT : 0006300211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de roches massives (grès armoricains) dont l'exploitant a engagé un dossier de demande d'autorisation environnementale afin de renouveler et étendre l'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prescriptions sécheresse AP site	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III	Demande d'action corrective	1 mois
4	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11	Demande d'action corrective	1 mois
11	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7	Demande d'action corrective	1 mois
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
13	Risques géotechniques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 3.4.7	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'arrêté ministériel sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I	Sans objet
3	Réductions des consommations d'eau prévues par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. I et III	Sans objet
5	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
6	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. IV	Sans objet
7	Documentation	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4. I à III	Sans objet
8	Situation administrative	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-13	Sans objet
9	Surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 2.6, 4.3.4 et 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objet principal de la visite portait sur la demande d'autorisation environnementale de renouveler et étendre l'exploitation ainsi que la thématique " Sécheresse " afin d'anticiper la gestion des éventuelles restrictions à venir sur le bassin de la Mayenne. Sur ces questions, au moment de la visite, l'exploitant n'était pas prêt à l'application de cette réglementation nouvelle et les éléments abordés au cours de l'inspection sont de nature à ce qu'il respecte la réglementation.

Pour les autres aspects examinés, le suivi environnemental est conduit en application des dispositions du règlement du site même si certains aspects restent perfectibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de l'arrêté ministériel sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Champ d'application
Prescription contrôlée – Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<p>Constats – Cette carrière de roches massives (grès armoricains) relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 (carrière) et du régime de l'enregistrement pour les rubriques 2515 (concassage de matériaux inertes) et 2517 (dépôts de matériaux inertes) de la nomenclature des installations classées.</p> <p>La carrière est scindée en 2 parties délimitées par la route départementale (RD) n° 78. La partie Ouest du périmètre autorisé, situé entre la RD 78 et La Mayenne, n'est plus exploitée en extraction mais accueille les installations de traitements secondaires et tertiaires ainsi qu'une partie des dépôts de produits finis.</p> <p>La partie du périmètre autorisé située à l'Est de la RD 78, accueille la fosse d'extraction, le traitement primaire, le convoyeur à bandes, des dépôts de produits finis et l'installation de distribution de carburants.</p>

Indépendamment des eaux sanitaires prélevées sur le réseau d'adduction public pour les besoins des salariés, la carrière dispose de deux circuits d'eau industrielles, selon la zone concernée à l'Ouest ou à l'Est de la RD 78, dont les consommations sont exclusivement utilisées pour les rabattements de poussières (pistes et installations de traitements) et les appoints du rotoluve. Les extractions sont réalisées à sec et les lavages de matériaux sont effectués sur un autre site du Groupe industriel.

Actuellement, l'appoint des besoins de la partie Ouest sont satisfaits par un prélèvement dans La Mayenne et les besoins de la partie Est par un pompage en fond de fouille.

Aucun apport n'est réalisé par forage.

Voir demande formulée au point de contrôle n° 4 ci-après concernant la détermination du volume de référence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions sécheresse AP site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prescriptions sécheresse

Prescription contrôlée – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 de ce même code.

Constats – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées à des périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître en permanence les mesures de restrictions susceptibles de s'appliquer à la carrière en raison des textes cités ou de sa situation particulière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réductions des consommations d'eau prévues par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. I et III

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant

Prescription contrôlée – I. – Les installations classées mentionnées à l'article 1^{er}, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

[...] III. – Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard **trois jours** après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou

indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]

Constats – L'arrêté préfectoral DDT-SEEB-PPE-Etiage-49 n° 2024-09 du 07/10/2024, qui abroge l'arrêté précédent DDT-SEEB-PPE-Etiage-49 n° 2024-08 du 01/10/2024, confirme l'absence de toute restriction limitant les usages de l'eau en raison d'un épisode de « sécheresse » dans le secteur d'implantation de la carrière.

La consommation d'eau est liée aux besoins de rabattements des poussières, aux entraînements des roues lavées des camions quittant la carrière et l'évaporation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des réductions imposées – Volume de référence

Prescription contrôlée – Le volume de référence, auquel les réductions prévues au point de contrôle n° 3 sont appliquées, est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume doit être justifié s'il dépasse la valeur forfaitaire de 5 %.

Constats – La zone Ouest dispose d'une réserve tampon qui permet le ravitaillement de la tonne à eau utilisée pour lutter contre les émissions de poussières diffuses et les appoints du rotolue nécessaires pour compenser les pertes liées à l'entraînement par les roues des poids-lourds.

Cette réserve, construite sur un radier en béton, fait l'objet de curages périodiques des boues qui s'y accumulent. Son maintien en eau est réalisé par un point d'eau alimenté par un pompage d'appoint dans La Mayenne.

Le point d'eau de la zone Est est le fond de la fouille dont une partie du pompage alimente un réseau d'asperseurs positionnés le long des pistes de circulation des engins. Cette zone ne dispose pas d'une installation de lavage des roues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de définir son volume de référence en fonction des critères de l'arrêté ministériel référencé. Son calcul doit tenir compte des volumes d'eau à déduire, dont les eaux pluviales et les consommations liées à la protection des intérêts environnementaux, a minima 5 %.

A l'issue de cette analyse, il est attendu que l'exploitant se positionne quant à sa soumission éventuelle à l'arrêté ministériel du 30/06/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
<p>Prescription contrôlée – Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; ➤ captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; ➤ alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; ➤ transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; ➤ production, distribution et cogénération d'électricité ; ➤ production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du Code de l'énergie ; ➤ production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; ➤ collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; ➤ nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé. <p>2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1^{er} janvier 2018 ;</p> <p>3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1^{er} janvier 2023.</p> <p>Constats – L'exploitant considère ne pas relever de l'un ces régimes d'exemption, ce qui n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
<p>Prescription contrôlée – Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28/04/2014 (GIDAF) relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>

Constats – Cette obligation a été rappelée au cours de l’inspection. Elle sera à mettre en œuvre en cas de déclenchement d’épisode de sécheresse si l’exploitant est soumis à l’arrêté ministériel référencé (selon la réponse apportée au point de contrôle n° 4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Documentation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4.I à III

Thème(s) : Actions nationales 2024, Documents à tenir à disposition de l’inspection

Prescription contrôlée – I. – L’exploitant tient à jour à la disposition de l’inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d’eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d’eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l’article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d’eau moyen journalier, détaillé par type d’usages, nécessaires à la sécurité et à l’intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l’incendie, ainsi qu’aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l’environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l’alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d’économie d’eau mentionnée à l’article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d’eau d’au moins 20 % depuis le 01/01/2018, ou d’utilisation d’au moins 20 % d’eaux réutilisées mentionnées à l’article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 01/01/2018.

II. – L’exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d’un niveau de gravité ou, s’il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l’entrée en vigueur du présent d’arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l’exploitant est soumis aux dispositions de l’article 2.

III. – L’exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l’entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l’article 1^{er}.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l’article 2 tiennent également à la disposition de l’inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

Constats – Ces obligations ont été rappelées au cours de l’inspection. Elles s’appliquent à l’établissement s’il est soumis à l’arrêté ministériel référencé (selon la réponse apportée au point de contrôle n° 4).

Dans le cas contraire, l’inspection des installations classées considère que le maintien des documents et informations listés, généralement établies pour justifier si la carrière relève de l’arrêté ministériel visé, est de nature à faciliter le suivi de l’installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-13
Thème(s) : Situation administrative, Demande de renouvellement et d'extension
Prescription contrôlée – Conformité de la demande d'autorisation environnementale (renouvellement et extension) en cours d'instruction.
Constats – L'exploitant a présenté, le 12/08/2024, un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAENV) visant à renouveler et à étendre l'exploitation de la carrière du « Rocher ». Son instruction a donné lieu à une demande de compléments dont le projet lui a été adressé le 31/10/2024 dans le cadre de la préparation de l'inspection du 12/11/2024, au cours de laquelle les remarques ont été développées et explicitées. L'exploitant a indiqué que ces demandes seront analysées dans le détail et que la rédaction initiale de son DDAENV sera amendée pour les prendre en compte. Pendant la visite, l'exploitant a déclaré avoir atteint la limite du potentiel d'extractions des matériaux dans le périmètre de son autorisation actuelle. Dans ce contexte, il lui reste à exécuter qu'un seul tir de mines, a priori prévu au cours de la semaine 47, et à évacuer les matériaux abattus encore présents en fond de fouille. Ainsi, l'exploitation de la carrière sera interrompue à partir du 15/12/2024 (estimation) jusqu'à l'obtention de l'autorisation de renouvellement et d'extension.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, articles 2.6, 4.3.4 et 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'établissement
Prescription contrôlée – Plan – art. 2.6 AP du 29/06/2005 Eaux superficielles – art. 4.3.4 AP du 29/06/2005 Contrôle des niveaux sonores – art. 3.5.4 AP du 29/06/2005 Enquête annuelle GEREP – art. 3 AP 08/06/2020
Constats – Au cours de la visite, l'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">➤ avoir engagé la mise à jour du plan d'exploitation 2024 en cours de réalisation dont une version papier accompagnera sa réponse au rapport d'inspection (conforme) ;➤ effectuer un suivi annuel des rejets d'eaux d'exhaures et de l'état du ruisseau de « La Chénoterie » par des mesures comparatives amont/aval (consultées les résultats des campagnes 2023 et 2024 – Conformes) ;➤ effectuer une surveillance annuelle des émissions sonores en 5 points d'émergences dont les résultats rendent compte de mesures conformes aux valeurs prescrites (consultées les campagnes 2023 et 2024 – Conformes) ;➤ procéder à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (consultation GEREP faite).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières diffuses
Prescription contrôlée – Plan de surveillance des émissions de poussières

<p>Constats – L’objectif réglementaire imposant de respecter la valeur de 500 mg/m²/jour de poussières en moyenne annuelle glissante est respecté pour l’ensemble des points de mesurés par l’exploitant au cours des 8 dernières campagnes de surveillance réalisées de 2020 à 2024 (vu les rapports de contrôles).</p> <p>L’inspection relève que pour chacune des mesures faites, 2 méthodes d’analyses sont réalisées, l’une permet de mesurer la masse de matières organiques dans le dépôt total collecté dans les jauges et l’autre distingue les matières solubles et insolubles. Ces deux méthodes donnent des masses totales de poussières recueillies dans les jauges comparables, ce qui conforte la fiabilité des résultats livrés.</p> <p>A noter que la mesure du taux de matières organiques permet de distinguer les origines des poussières, minérales provenant de la carrière ou organiques provenant des installations agricoles proches du site, ce qui est de nature à lever un doute en cas de valeurs mesurées excessives. Pour exemples, au cours de la campagne du printemps 2021, la station du « Bourg » relevait une concentration sur un mois de près de 850 mg/m²/j de poussières totales dont 510 mg/m²/j étaient d’origines organiques pendant que la station témoin relevait respectivement 270 mg/m²/j et 240 mg/m²/j. Il en est de même pour la station de « Chanteloup » qui a relevé une concentration de poussières d’origine organiques de près de 560 mg/m²/j pour une valeur totale de 770 mg/m²/j au cours de la campagne du printemps 2022</p> <p>Tel que prescrit par la réglementation, l’exploitant positionne ces jauges dans des stations sensibles ou des zones habitées placées sous les vents dominants. En application de ce principe, 4 stations sont implantées dans des zones à habitats dispersés alors que le bourg de Chenillé, situé en périphérie des vents dominants et à 100 m de la carrière, n’accueille qu’une station de mesures.</p> <p><u>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat</u> – L’inspection des installations classées demande à l’exploitant d’examiner la possibilité de renforcer le suivi des retombées de poussières au niveau du bourg de Chenillé, compte tenu de l’importance de la population concernée et de la proximité du cône des vents dominants.</p> <p>Il est également demandé à l’exploitant de s’assurer que ces campagnes de mesures ne sont pas perturbées par des activités agricoles proches. Même si la mesure des poussières organiques permet de discriminer les apports de la carrière (bonne pratique), leur présence en concentration trop importante pourrait rendre les mesures inexploitable.</p> <p>In fine, il est également demandé à l’exploitant de proposer une campagne de mesures de composés des poussières sensibles (silice, amiante, PM 10) dont l’opportunité de la poursuite ultérieure du suivi sera conditionnée par les résultats obtenus. Les prélèvements doivent respecter une méthodologie utilisée pour les études sanitaires, l’usage du CIP 10 réserve à l’évaluation des expositions professionnelles ne répondant pas à ce besoin. A noter que cette demande est de nature à répondre aux observations de l’ARS, consultée sur le DDAENV et éclairera les consultations.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d’actions correctives</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<u>Prescription contrôlée</u> – Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites. Les déchets sont collectés séparément et valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées. Dans l’attente de leur élimination, ils sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l’environnement.

Constats – La zone des « dépôts de produits finis du secteur Est » accueille des déchets, notamment de ferrailles, entreposés sans précaution, probablement depuis plusieurs saisons à en croire l'état de corrosion de la benne envahie par les ronces. Des fûts vides (vérifiés) ainsi que diverses pièces métalliques sont également déposés de manière désordonnée à même le sol.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire évacuer ces déchets et les matériels obsolètes et de maintenir le site dans un bon état de propreté (délai d'exécution des travaux 1 mois).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses

Prescription contrôlée – Gestion des matières dangereuses

Constats – La visite de l'espace entretien-maintenance et station service laisse apparaître :

- un encombrement des rétentions des produits dangereux (atelier de maintenance et station de distribution de carburants ;
- des stockages de produits en excès sur la rétention de l'atelier de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- transmettre un état des stocks des matières dangereuses présentes sur site ;
- indiquer si les fiches de données de sécurité (FDS) sont disponibles et accessibles aux exploitants de la carrière ;
- procéder à un récolement des mesures prises en justifiant qu'elles respectent les FDS et la réglementation en vigueur notamment pour la récupération et le traitement des égouttures ;
- évacuer et faire éliminer les produits périmés et/ou plus utilisés et transmettre un inventaire exhaustif de ces évacuations ;
- gérer la propreté des rétentions des produits dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Risques géotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 3.4.7

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts de taille

Prescription contrôlée – Stabilité de la zone exploitée

Constats – Sur la face Nord de l'exploitation, destinée à être étendue en direction du lieu-dit « La Chênoterie » (construction la plus proche actuellement à plus de 100 m de la zone excavée) présente un glacis d'environ à 35 m de hauteur dont le pendage vers le Sud laisse apparaître une raideur estimée à environ 60°.

Des argiles et des fines provenant des couches supérieures de découvertes tendent à s'accumuler au pied de ce front laissant apparaître des glissements récents, ce que l'exploitant confirme en procédant à des évacuations périodiques de ces matières pour d'éviter qu'elles obèrent l'efficacité des pièges à cailloux constitués entre la piste et le front.

Les fronts Est et Sud présentent des fracturations nombreuses et importantes et certaines banquettes sont réduites, voire quasi inexistantes à la suite d'éboulements successifs.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale prévoit une extension de la zone d'exploitation selon les axes Nord et Est, ce qui permet d'envisager une rectification de ces fronts et la mise en place de prescriptions visant à garantir leur stabilité à l'avancement de l'exploitation. Par contre, en zone Sud, l'exploitation a atteint les limites de l'autorisation, ce qui ne permet pas de reprendre le front de taille des fronts, a priori au-delà de quelques rectifications à la marge.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de produire une étude des risques géotechniques qui devra tenir compte des particularités du gisement. Cette étude devra :

- dresser un état des lieux quant à la stabilité des fronts actuels ;
- se prononcer quant à la sécurité et au maintien en l'état des fronts Sud dont l'exploitation a atteint les limites de l'exploitation autorisée ainsi qu'aux éventuelles incidences potentielles de leur état vis-à-vis de la zone de garde et de la voie publique périphérique ;
- recommander des travaux d'améliorations de la stabilité des fronts ;
- proposer des conditions d'exploitation des fronts Nord et Est visant à ce que les constats actuels ne soient pas reconduits (maintien de larges banquettes, limitation des hauteurs de fronts...).

La qualité de cette étude, qui sera jointe au DDAENV en cours d'instruction, conditionnera les conditions d'exploitation futures de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives

Proposition de délais : 1 mois